

CONSEIL COMMUN DE LA FONCTION PUBLIQUE DU 25 JUIN

UN BILAN DE LA CRISE SANITAIRE QUI N'AVAIT DE BILAN QUE LE NOM

Suite à la demande insistante des organisations syndicales, Olivier DUSSOPT avait enfin convoqué ce 25 juin un CCFP censé faire le bilan de la crise liée à la Covid-19 dans la fonction publique.

Ce CCFP aurait dû revêtir un caractère primordial en termes d'analyse quantitative et qualitative. Malheureusement, une nouvelle fois, aucun travail en profondeur et contradictoire n'a pas été possible du fait du secrétaire d'État et de sa conception du dialogue.

Entre absence de document préalable, temps restreint pour la séance puisque le secrétaire d'État est parti en cours de séance, et avec des propos désobligeants, cette séance n'a été en rien un bilan de la crise que l'ensemble des fonctionnaires au service de l'intérêt général viennent de subir de plein fouet comme le reste de la population, avec un engagement sans faille de leur part.

Au cœur de cette crise sanitaire, les services publics, au premier rang desquels l'hôpital public, ont cruellement manqué de moyens humains et matériels. Assurant des missions essentielles et bien souvent exposé·es à la Covid-19, les agent·es publics n'ont pas non plus bénéficié des protections nécessaires.

Pour Solidaires, le gouvernement doit urgemment tirer les enseignements de la crise et de la gestion désastreuse qui en a été faite, entre impréparations des plans de continuation d'activité et plans de reprise d'activité et absence de volonté de respect du droit du travail en matière de santé sécurité au travail.

Solidaires n'a de cesse de dénoncer les réformes destructrices, les suppressions de moyens tant humains que matériels et les conséquences désastreuses que les politiques des gouvernements successifs entraînent tant dans le quotidien des agent·es que sur les besoins des populations encore davantage fragilisées et précarisées par la crise sanitaire.

Il est indispensable désormais de changer d'orientations et de donner enfin les moyens aux services publics et à la fonction publique de fonctionner tant pour la population que pour les agent·es qui les servent.

Il est temps de replacer au centre des solidarités les services publics facteurs de redistribution des richesses, de les renforcer et les développer (santé petite enfance, dépendance...).

Si le gouvernement continue de ne compter que l'argent, nous risquons à nouveau de devoir compter nos morts.

Le service public est une richesse. Pas un coût.

COMMUNIQUÉ